



Rapport annuel 2012



B.U.R.U.N.D.I.
AISBL



Table des matières

Préface	4
Première partie – Administration & Finances	5
I. Administration	5
a. Organes belges	5
i. Organe d'Administration	5
ii. Organe Général de Direction	5
iii. Bureau Exécutif	6
b. Organes burundais	6
i. Bureau permanent	6
c. Partenariats	6
i. T.H.D.K.	6
ii. AGAPE-BURUNDI	7
iii. Return2Care	7
Seconde partie – Projets en cours et missions de terrain	8
II. Projets en cours	8
a. Mwendo	8
b. Opération conteneur	8
c. T.H.D.K.	9
III. Missions de terrain	10
a. Fistules 2012	10
b. Mwendo 2012	13
c. Réunions de travail	15

Troisième partie – Activités, réunions et participations 20

à des événements culturels

IV. Activités	20
a. De terrain	20
i. En Belgique	20
1. Soirée annuelle	20
2. Collectes de livres	20
ii. Au Burundi	21
1. Visites DUFASHANYE	21
a. Bubanza	21
b. Bujumbura	21
2. Visites AVEDEC	22
a. Gitega et environs	22
b. Isare	23
b. Réunions	24
i. Contacts divers	24
ii. ALTECH	25
iii. PROTON Belgium	27
iv. Return2Care	28
v. Ambassades	30
1. Burundi	30
2. Rwanda	30
vi. Divers	30
V. Participations à des événements culturels	31
a. EDUAF Belgique	31

Préface

Le Burundi, pays petit d'Afrique de l'Est, a dû traverser au cours des dernières décennies, une longue période de conflits armés répétitifs et une insécurité généralisée. Ces déchirements fratricides ont conduit à une rupture de la cohésion sociale, au ralentissement du développement économique et humain entraînant dès lors une accentuation très marquée de la pauvreté.

Depuis maintenant quelques années, cette situation de crise tend à se stabiliser et le Burundi peut à nouveau se prendre en main et mettre de nombreux moyens en œuvre pour se redresser le plus rapidement possible. La croissance économique, le développement durable, l'aide sanitaire, alimentaire et éducative doivent être soutenus et le peuple burundais peut compter sur la Coopération Internationale pour y parvenir. Mais, en complémentarité à cette aide internationale à grande échelle, le pays peut aussi être aidé par une multitude de petites associations représentant un facteur clé dans la réussite du développement.

La mise en œuvre et la réalisation de projets de développement dans les pays du Sud, et plus particulièrement au Burundi dans notre cas, ont comme objectif de venir en aide aux populations locales les plus démunies et ce, tant sur le plan financier, qu'économique et humain pour faire reculer la pauvreté. Des mécanismes de financement appropriés, des projets de développement innovateurs pour réduire l'extrême pauvreté et la faim, améliorer les conditions de vie en agissant sur les soins de santé et l'éducation sont autant de moyens à mettre en œuvre ou à améliorer afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement convenus au niveau international.

Les demandes d'appui et d'aide émanent directement des communautés de base. L'implication des populations est pour nous essentielle. En d'autres termes, la participation des bénéficiaires du projet doit constituer un élément clé du développement. Le « Programme d'Action », adopté en 1976 par la Conférence mondiale de l'Organisation internationale sur l'Emploi déclare ceci: « Une politique orientée vers la satisfaction des besoins essentiels demande que la population participe aux décisions qui l'intéressent par l'intermédiaire des organisations de son propre choix ».

La participation des populations aux projets de développement permet de satisfaire leur désir légitime de prendre part à des décisions qui influent sur leur existence et leur mode de vie; mais elle permet aussi d'identifier les besoins à satisfaire prioritairement, de mobiliser les ressources disponibles et de répartir au mieux les services ou les produits susceptibles de satisfaire ces besoins.

Cependant, on constate que les populations ne sont que trop rarement associées aux projets de développement qui les concernent et la participation n'est conçue trop souvent que comme une méthode de mobilisation d'une main-d'œuvre locale considérée comme corvéable à merci. Une véritable participation implique que chaque individu (ou chaque groupe d'individus) puisse participer aux choix qui les concernent. L'implication dans cette participation est influencée par les différences culturelles présentes sur le terrain et certains groupes sociaux peuvent avoir un rôle plus actif que d'autres mais une volonté collective doit dans tous les cas émerger et servir de ciment à cette implication.

La conscientisation et l'implication des populations concernées par lesdits projets et ce, du début à la fin, leur garantissent une durabilité. La participation active implique un respect du travail accompli mais procure aussi une estime de soi qui sera garante d'une durabilité accrue. Il ne faut en aucun cas créer un climat qui étouffe l'initiative populaire.

Première partie – Administration & Finances

I. Administration

Dans ce premier volet du rapport annuel d'activités, petit mais néanmoins important, le but n'est évidemment pas de reprendre en détail tous les sujets abordés lors des diverses réunions des organes de l'association ni d'énumérer toutes les décisions prises. Nous n'exposerons ci-après que les grandes lignes qui ont marqué le déroulement de l'année 2012.

a. Organes belges

i. Organe d'Administration

Les administrateurs présents en Belgique se sont réunis le samedi 26 mai à l'Espace Toots (Rue Edouard Stuckens 125 à 1140 Evere). Notre Coordinateur national au Burundi, Monsieur Célestin MIZERO, membre du dit Organe, a même pu effectuer le déplacement depuis Bujumbura pour y assister. L'ordre du jour et les procurations ont été envoyés dans les temps et les membres empêchés ont pu s'excuser ou se faire représenter par un tiers en ordre de cotisation.

Notre Coodinateur national en a profité pour remettre deux documents administratifs qui pourraient s'avérer utiles au sein de notre bureau permanent au Burundi. Vu la taille et le contenu imposant de ces documents, les membres du Bureau exécutif lui ont proposé de se concerter à ce sujet, d'analyser ces documents et d'y apporter des modifications le cas échéant. Une petite réunion interne du Bureau exécutif a ainsi été planifiée en date du 15 juin.

L'ordre du jour ainsi que le procès-verbal de la réunion sont disponibles et consultables au siège social de l'AISBL.

ii. Organe Général de Direction

La réunion annuelle s'est également tenue le samedi 26 mai, immédiatement après la réunion de l'Organe d'Administration, au sein de l'Espace Toots à Evere. Tous les membres effectifs et adhérents ont été convoqués afin d'y participer. Un petit rappel y a été fait quant aux règles de vote en relation avec le fait d'être ou non en ordre de cotisation pour l'année en cours.

Le procès verbal de l'Organe Général de Direction du 1^{er} octobre 2011 a été approuvé.

Les comptes de l'année 2011 ont ainsi pu être validés en vue de leur dépôt au Greffe du tribunal de commerce de la ville de Bruxelles dans le courant du mois de juin.

La décharge a été octroyée aux administrateurs et leur reconduction a fait l'unanimité (conformément aux statuts de l'AISBL).

L'ordre du jour ainsi que le procès-verbal de la réunion sont disponibles et consultables au siège social de l'AISBL.

iii. Bureau Exécutif

Le Bureau s'est réuni le 15 juin dans la soirée afin de discuter et surtout de dégrossir les documents relatifs au fonctionnement administratif du Bureau Permanent au Burundi. Le R.O.I. (Règlement d'Ordre Intérieur) a aussi été abordé.

Le procès-verbal de la réunion est disponible et consultable au siège social de l'AISBL.

b. Organes burundais

i. Bureau permanent

Après plusieurs mois, notre Bureau permanent a enfin été reconnu et il a obtenu son agrément en date du 2 février 2012. Une convention entre le Gouvernement du Burundi et notre Bureau, reconnu comme ONG sous le nom de « BURUNDI-DEVELOPPEMENT », a été signée. L'agrément de notre Bureau va de pair avec l'agrégation de notre Représentant légal.

Le fonctionnement du bureau permanent, composé de notre Coordinateur national (également le Représentant légal de l'association au Burundi) et du chargé de programmes, fonctionne de manière autonome. Il doit cependant rendre des comptes au siège de Bruxelles et il ne peut évidemment pas prendre de décision engageant financièrement l'ONG sans en avoir fait la demande auprès du(des) organe(s) compétant(s) en Belgique.

C'est essentiellement dans le but de clarifier et de mettre au point un système de fonctionnement le plus clair et simple possible que notre Coordinateur national nous a soumis une proposition de manuel des procédures administratives, financières et comptables ainsi qu'une proposition de règlement de personnel.

Ces deux documents ont pu être analysés en partie par le Bureau exécutif de Bruxelles. Un compromis pouvant s'adapter tant en Belgique qu'au Burundi a été proposé. Il devra cependant encore subir plusieurs amendements afin qu'on puisse y faire référence sans risque de ce retrouver dans un carcan administratif, ce qui n'est évidemment pas le but d'une association comme la nôtre.

c. Partenariats

i. T.H.D.K.

L'association « **Tuje Hamwe Dutegure Kazoza** », **T.H.D.K.**, qui signifie « UNISSONS-NOUS POUR PREPARER L'AVENIR » fut fondée en 2000 par un groupe d'étudiants de diverses formations. Leur but est de lutter contre la pauvreté en commençant par les collines et villages d'où ils sont originaires. Parmi les membres, on trouve des historiens, un physicien, un économiste, un juriste, des ingénieurs agronomes et bien d'autres encore. Tous sont guidés par l'esprit de lutte contre la pauvreté, pour le bien du citoyen. T.H.D.K. est une organisation sans but lucratif et ouverte à toute personne qui a le souci de servir le peuple. Elle est agréée par l'ordonnance ministérielle n° 530/282 du 6/5/2002.

Nos Président et Secrétaire ont eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises deux représentants de cette association lors de leur séjour au Burundi dans le cadre de la mission « Fistules 2012 ». Un premier contact « virtuel » fut établi depuis la Belgique grâce à un de nos membres, Monsieur Alexis Banuza. Ce dernier, très actif sur le terrain à travers diverses associations burundaises, nous a donc mis en relation étroite avec les responsables de T.H.D.K.

Suite aux visites fructueuses et riches en explications concrètes, notre AISBL a donc décidé d'accepter le partenariat demandé par les responsables de T.H.D.K., ce qui nous permet dès lors de les soutenir et d'appuyer un de leur projet de lutte contre la pauvreté en milieu rural (voir plus loin dans le présent rapport).

ii. AGAPE-BURUNDI

AGAPE BURUNDI est une organisation non gouvernementale, sans but lucratif régie par la loi burundaise et qui initie des activités en faveur des populations vulnérables.

Ces activités se rapportent à deux aspects: des projets de développement agricole et l'encadrement des ménages les plus démunis vis-à-vis des moyens de développement. Aider ces deux aspects vise à améliorer l'existence des gens afin qu'ils puissent atteindre l'indépendance économique à plus ou moins long terme.

Cette association insiste également sur le volet sensibilisation des populations locales par rapport à la protection de l'environnement (encadrement au reboisement, lutte contre l'érosion) et les pratiques pastorales des feux de brousse.

AGAPE BURUNDI, au travers de son programme de lutte contre le VIH/SIDA, sensibilise les communautés et plus spécialement les orphelins - adolescents et adultes - sur le VIH/SIDA afin d'entraîner une diminution du taux de séroprévalence. Ils élaborent des modules de formation sur le fléau du VIH/SIDA, notamment les modes de contamination, les moyens de protection, la prise des ARV, le soutien psychologique des malades, la sensibilisation des populations sur les méfaits de la consommation abusive de l'alcool, l'usage de stupéfiants, la délinquance juvénile, etc....

AGAPE BURUNDI contribue à la réhabilitation des infrastructures sanitaires et assure la prise en charge médicale des démunis, l'accès aux soins de santé primaire, et assiste en particulier les personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA.

AGAPE BURUNDI contribue à la reconstruction et l'amélioration des infrastructures scolaires augmentant ainsi le niveau et la qualité de vie des populations par la qualité de l'enseignement. De la sorte, AGAPE BURUNDI participe à la scolarisation des orphelins et autres personnes vulnérables pour leur permettre de faire face aux exigences de la vie future une fois majeur.

AGAPE BURUNDI assure la prise en charge des veuves, orphelins et autres enfants vulnérables à travers quatre programmes :

- Programme médical ;
- Programme psychosocial ;
- Programme alimentaire (sécurité alimentaire) ;
- Programme appui scolaire.

iii. Return2Care

Return to Care est une Fondation interuniversitaire d'utilité publique, créée par Arrêté Royal le 27 octobre 2011, sur initiative de trois universités belges : l'Université Catholique de Louvain, l'Université Libre de Bruxelles et l'Université de Liège. Voici leur site : <http://www.returntocare.org>

Les populations du Sud ont droit à des soins hospitaliers accessibles et de qualité. Nous voulons contribuer aux efforts déployés dans le monde pour qu'elles disposent de médecins soignants en

nombre suffisant. Améliorer les conditions de travail et de vie des médecins du Sud, des hommes et des femmes prêts à s'investir durablement dans leur pays après leur formation dans nos facultés.

Chaque année, de nombreux médecins viennent parachever leur formation dans nos universités. Ils sont envoyés par des institutions du Sud (hôpitaux, facultés de médecine) et certains sont porteurs de projets cliniques et/ou de formation. Nous accompagnons ces médecins pour qu'ils deviennent de véritables acteurs de progrès répondant aux besoins des institutions, facultés ou hôpitaux, du Sud. Return to Care agit en partenariat avec ces porteurs de projet, l'institution du Sud qui les envoie et l'institution du Nord qui les accueille.

Ce partenariat commence lors de la sélection des candidats qui se spécialiseront dans nos facultés, se poursuit pendant toute la durée de leur formation et se prolonge après leur retour au pays.

Pratiquement :

- La fondation Return to Care participe à la sélection des candidats et des projets.
- Pendant leur séjour dans nos facultés, elle les aide à structurer les projets dans toutes leurs composantes techniques, administratives, relationnelles et financières.
- Elle les prépare à devenir des « acteurs de progrès » dans leurs pays.
- Elle collabore à la recherche de financement des projets.
- Après leur retour au pays, elle participe à la réinsertion des médecins dans leurs institutions de départ et à la mise en œuvre des projets.

Les universités qui ont créé la fondation « Return to Care » pensent qu'il faut agir pour réduire la pénurie et l'exode des médecins du Sud et que, dans le domaine des soins de santé, la relation Nord-Sud soit reconsidérée.

Return To Care entreprend à cette fin une campagne de communication destinée à diffuser l'idée que les populations du Nord et les institutions internationales de santé doivent soutenir prioritairement les projets de santé émanant des institutions du Sud et visant à améliorer les conditions de vie et de travail des médecins du Sud afin qu'ils choisissent de rester dans leurs pays ou d'y retourner pour soigner les populations du Sud.

Seconde partie – Projets en cours et missions de terrain

II. Projets en cours

a. Mwendo

L'association continue à apporter son soutien et son aide à la colline de Mwendo. Nos Président et Secrétaire ont pu se rendre sur place avec notre Coordinateur national afin d'aller au contact des populations de la colline et profiter de l'occasion pour remettre une partie des dons déjà collectés. Ce point sera expliqué en détail plus loin de le présent rapport.

b. Opération conteneur

Les livres et autres manuels collectés commençant à s'amonceler sérieusement (plusieurs milliers) dans le grenier de notre Secrétaire, nous avons décidé d'en envoyer une première partie dans le courant de l'année 2013.

Après réception des livres donnés par des bibliothèques communales ou provinciales, des écoles, des particuliers, un premier tri est effectué afin de ne pas envoyer des ouvrages sans intérêt. Les ouvrages sans intérêt sont mis à part et une à deux fois par an ils sont présentés à un magasin de seconde main afin d'en retirer quelques euros et tout ce qui ne convient pas est envoyé au parc à conteneurs.

Plusieurs dizaines de caisses sont déjà remplies et stockées. Un inventaire précis est systématiquement effectué (titre, nom de l'auteur, catégorie, N° ISBN, prix moyen sur Amazone,...) afin de savoir avec exactitude ce que nous enverrons.

Des contacts plus ou moins sérieux ont déjà été pris avec différents transports (plus de détails plus loin dans ce rapport) et plusieurs options - voie maritime ou voie aérienne - sont soumises à analyse et les différents coûts sont comparés.

Le dossier de financement de ce projet a été commencé mais par manque d'informations et de réponses de la part de certains transporteurs, nous n'avons pas été en mesure de le clôturer avant la fin de l'année. Nous espérons le finaliser au plus vite début 2013 afin de pouvoir l'envoyer aux bailleurs potentiels.

c. T.H.D.K.

L'association « Tuje Hamwe Dutegure Kazoza » - T.H.D.K. - qui signifie « Unissons-nous pour préparer l'avenir » fut fondée en 2000 par un groupe d'étudiants de diverses formations. Leur but est de lutter contre la pauvreté en se fixant comme point de départ leurs communes d'origine, approche ayant pour conséquence de pouvoir de la sorte couvrir quasi tout le pays. T.H.D.K. veut apporter sa contribution pour développer le domaine faisant vivre plus de 95% de la population burundaise; celui de l'agriculture. Pour bien appuyer ce domaine, T.H.D.K. lui a associé les deux autres domaines à savoir ceux de l'élevage et de la protection de l'environnement. Quel que soit le domaine soutenu, cette association travaille avec des groupements d'agri-éleveurs locaux car le développement durable passe indubitablement par le progrès des populations rurales de base.

L'objectif général du projet est de contribuer à la lutte contre la pauvreté en milieu rural en fournissant une aide pour accroître la production dans les domaines agricole, pastoral et environnemental.

Dans le domaine agricole : mettre en place des champs modèles pour promouvoir la multiplication et l'amélioration des semences. Une boutique agricole va être installée dans les environs de ces champs. Cette dernière contiendra les semences et les intrants agricoles nécessaires (engrais chimiques et produits phytosanitaires). En vue d'équilibrer l'alimentation et lutter contre la malnutrition, une pépinière fruitière (avocatiers, manguiers, prunes de Japon, maracujas,...) sera plantée.

Dans le domaine pastoral : mettre en place des étables modernes autour de ces champs modèles. Chaque étable contiendra deux vaches laitières et un taureau géniteur qui produiront de la fumure organique nécessaire à la fertilisation des champs modèles. La production de lait, sera bénéfique non seulement aux bénéficiaires directs mais également à la population environnante du projet qui s'y approvisionnera. Pour améliorer cet élevage, une pharmacie vétérinaire sera installée au centre communal afin que la population puisse y acheter les produits vétérinaires.

Dans le domaine environnemental : planter des arbres (domaine de l'agroforesterie) pour augmenter la protection du sol (limiter le phénomène d'érosion) et de l'environnement. Ces arbres et les différentes cultures fourragères seront profitables à l'élevage et l'agriculture. Des haies antiérosives seront installées suivant les courbes de niveau dans les champs pour protéger les pertes de terres qui se remarquent pendant les pluies.

Après la phase productive, il sera question de soutenir la technique de transformation de la production, de la conservation et de la commercialisation. Cette phase permettra à la population d'acquérir les revenus nécessaires pour les besoins fondamentaux. Au niveau de la commercialisation, des réflexions pourraient aller dans le sens de l'exportation.

Le but ultime du présent projet est d'améliorer la performance de l'agriculture et de l'élevage en contribuant à mettre au point et diffuser de nouvelles techniques tout en cherchant à promouvoir une meilleure utilisation des techniques connues qui sont adaptées aux conditions locales.

III. Missions de terrain

a. Fistules 2012

La mission « Fistules 2012 » ayant été planifiée du 15 au 29 février, nos Président et Secrétaire se sont rendus au Burundi du 8 février au 8 mars afin de superviser les derniers préparatifs d'accueil des patientes et des médecins. De même, ils sont restés une semaine après le départ de l'équipe médicale afin de s'assurer que les patientes rentraient toutes chez elles dans les meilleures conditions.

Un point critique à devoir encore résoudre sur place est la question des lits et des tentes qui serviront aux patientes (car il n'y a pas assez de chambres et de lits de libres au CHU de Kamenge). On contacte à nouveau « Médecins Sans Frontières » pour les tentes, on appelle l'ambassade de l'Union européenne également où la secrétaire de l'Ambassadeur nous conseille d'envoyer directement un SMS sur le portable privé de ce dernier pour lui expliquer la situation afin qu'il nous recontacte dès la fin de sa réunion.

Afin d'assurer une roue de secours, nous sommes allés visiter le CHUK afin de déterminer l'endroit où seront placées les tentes. Vu le manque de réactivité de MSF, notre Coordinateur national a pris contact avec une société qui loue des tentes. Comprenant la situation délicate dans laquelle nous nous trouvons, elle nous octroie même un rabais de 30% sur le montant de la location. Petit tour des pharmacies en ville pour vérifier si tous les médicaments commandés sont bien arrivés. Dernier passage par Life-Pharma, tout est en ordre, toutes les quantités souhaitées par les médecins sont disponibles en cas de besoin.

Suite à une dernière réunion logistique, il fut décidé que ce soit l'ASBL DUFASHANYE qui s'occupera des repas et qui gèrera les stocks ; l'association INEZA quant à elle ne s'occupant plus que de la partie psychologique et soins post-opératoires.

Nous sommes ensuite allés voir l'hôtel où les médecins seront logés, des suites magnifiques, avec salles de bains, jacuzzi, ... bref du très grand confort. Wi-Fi, TV,... Les médecins auront vraiment de quoi se reposer convenablement après leurs dures journées de travail au CHUK. Le matériel (savon, nattes, bassines,...) offert par la Croix-Rouge du Burundi a également été réceptionné.

Entre-temps, le CHUK a envoyé des hommes afin de récupérer les 4 m³ de médicaments chez Impala. La palette de médicaments a enfin été dédouanée (avec exonération) et a été livrée chez Robert AUDRIT car à l'origine c'était l'adresse de destination finale qui avait été mentionnée et on ne peut pas modifier cela en cours de route d'après BELEX. On transfère nous-même tout cela au CHUK.

Mercredi soir, 15 février, nous allons accueillir l'équipe médicale des Médecins du désert à l'aéroport : Julie Dauphin, Xavier Capelle, Michel Doupagne, Danielle Schaus, Jean-Pierre Gillet, Pol Hans dans

l'équipe médicale et Daniel Bovy, logisticien Nous les conduisons à leur hôtel et allons prendre tous ensemble un verre et un léger repas.

Jeudi 16 février, premier jour officiel de la mission médicale. Munis de nos deux valises (contenant du matériel médical), nous allons chercher les médecins à leur hôtel où nous embarquons tout le matériel nécessaire aux opérations dans le minibus et dans notre voiture.

Arrivé au CHUK, nous constatons la précarité dans laquelle les médecins travaillent dans cet hôpital universitaire. La première tâche demandée au personnel local est de nettoyer à fond les deux blocs opératoires. Il faut leur montrer comment procéder. Nous sommes également à la recherche d'un espace pour ranger tout le matériel, le local qui est réservé à la mission étant trop petit et surtout pas vidé. Réquisition également du local de l'anesthésiste pour stocker le matériel. Ce dernier ne fermant pas à clef, une nouvelle serrure est installée. Pendant ce temps, les valises sont déchargées et amenées près des blocs.

Nous prenons ensuite nos véhicules pour aller récupérer les 4m³ de matériel médical entreposés chez Robert AUDRIT, membre du Lion's Club de Bujumbura. Nous transférons les cartons dans les véhicules et amenons tout cela près des blocs, le couloir est vite rempli par tous les cartons.

Les médecins ont déjà commencé les consultations pendant les opérations de rangement. Ils ont fixé la fin de leurs consultations à 13h, nous décidons donc d'aller chez Alchem (pharmacie), nous embarquons avec nous les infirmières Julie Dauphin et Danielle Schaus ainsi que le docteur Paul Hans. Lors du trajet, beaucoup de questions nous sont posées sur la ville de Bujumbura et sur ce que nous voyons par les fenêtres. Heureusement que Julie et Paul sont là à la pharmacie pour vérifier les listes de médicaments. Vu l'heure avancée, nous décidons de ne pas aller dans les autres pharmacies et de rejoindre le reste de l'équipe qui est déjà au petit snack du coin mais la nourriture commandée se fait attendre. Résultat, impossible de démarrer les opérations à 14h, elles sont reprogrammées à 15h et de ce fait, il n'y aura que 2 opérations au lieu des 3 prévues. Constat, trouver une autre solution pour les repas de midi.

Nous allons reconduire les médecins au CHUCK, faisons un petit inventaire des médicaments avec les chirurgiens avant de repartir dans les autres pharmacies. Heureusement que ce check a été fait car les fils de suture sont inadaptés, les aiguilles étant trop grandes et pas assez courbées. Le docteur Jean-Pierre Gillet vient donc avec nous pour ramener le matériel inadapté chez Alchem et demander s'ils ont des aiguilles d'une taille de 26 maximum. Le standard est de 30-31 ici. Nous allons ensuite chez Chimio, où nous sommes accueillis par la gérante, la patronne Jozefa n'étant pas là. Petite discussion sur le but de la mission et explications. Ensuite, nous demandons s'il y a des fils de maximum 26: il en reste 3 boîtes que nous prenons, ce qui servira à l'opération de 6-7 femmes. Ils n'ont pas de gants de petite taille pour Julie Dauphin et le docteur Michel Doupagne. Nous allons ensuite chez Life Pharma, ils ont les gants et l'Atropine.

Retour au CHUK avec les médicaments, les opérations sont déjà en route depuis quelque temps. Les deux premières femmes sont opérées par les MDD, tout se passe bien, même si le personnel local est un peu dur à la détente car pas habitué aux méthodes « européennes ».

Avec l'accord du Dr Déogratias, nous allons visiter l'espace concédé aux fistuleuses et prenons quelques photos de la première femme opérée ainsi que des tentes où attendent les autres fistuleuses.

Vendredi 17 février, à 10h, nous avons rendez-vous avec Caroline DUCONSEILLE de Handicap International Belgique où nous sommes bien accueillis. Daniel BOVY explique et développe leur

action pendant les 15 jours à venir. Il décrit également l'ASBL MDD, explique ce qu'ils font lors de toutes leurs missions. Handicap nous explique qu'ils ne participent plus à des opérations ponctuelles, car il n'y a pas de suivi, ce qui entraîne un taux de réussite autour des 50%. Daniel réplique que chez eux, le taux de réussite est de 82% actuellement, principalement dû au fait qu'ils n'opèrent pas tout le monde, mais qu'ils opèrent après un examen préopératoire précis et minutieux. Si le cas est trop lourd et que le suivi n'est pas assuré, ils n'opèrent pas, de même pour les cas qui ne s'avèrent pas être des fistules. Comme par exemple des problèmes uniquement d'incontinence. N'étant pas subsidiés, ils ne cherchent pas à faire du chiffre et justifier des montants auprès des pouvoirs subsidants, mais uniquement à opérer et aider ces femmes à retrouver une vie meilleure. Handicap International Belgique répond que de toute manière, il ne changera pas d'attitude, qu'il ne travaille plus avec des associations pour des opérations ponctuelles. Dans la discussion, il apparaît que cette position est identique chez MSF.

Nous retournons au CHUK pour rencontrer les journalistes d'Iwacu (voir article dans le journal du vendredi 17 février 2012). Après cette interview, nous retournons en ville et allons chercher les sacs à urines vidangeables chez Life Pharma. Nous profitons de l'occasion pour passer chez SN Brussels Airlines pour confirmer les vols de retour des MDD et surtout pour s'assurer que le monitoring puisse passer comme bagage cabine.

Lundi 20 février : nous filons immédiatement au CHUK pour aller monter les lits et les tentes que MSF a fini par nous faire livrer. Nous montons donc les 25 lits de MSF à 6, sous une chaleur épouvantable. Le sol est trempé suite à l'averse de la veille, cela devait être terrible pour les femmes de dormir sur les nattes à même le sol dans ces conditions. Nous constatons, une fois montées, que les tentes sont plus petites que prévues. Nous téléphonons à MSF pour voir s'il est possible d'en avoir une troisième, cela s'avère malheureusement impossible. Nous transférons tous les lits dans les tentes de MSF et vidons donc une tente. Nous sommes obligés de conserver une tente pour le reste de la mission.

Tout au long de la semaine, les opérations s'enchaînent, tout le monde ayant trouvé ses marques et ses repères, cela tourne plus que bien. Dimanche soir (26 février), trois membres de l'équipe médicale des MDD prennent l'avion pour Bruxelles car ils ne pouvaient rester plus longtemps. Nous les accompagnons à l'aéroport.

Le lundi 27 février, Florence de INEZA, nous appelle vers 17h et nous nous rendons au CHUK. Nous allons comme tous les jours saluer les patientes sous les tentes et dans les chambres. Florence nous annonce que deux femmes seront libérées demain matin car guéries et prêtes à rentrer dans leur foyer. Nous discutons un bon moment avec Florence et avec quelques-unes des femmes (ou plutôt de jeunes filles de 15-16 ans) qui nous bénissent pour les avoir aidées. Moment très émouvant en tout cas.

Le mardi midi (28 février), nous allons manger chez « Michel // » où nous sommes invités avec les médecins restants par l'Ambassadeur de Belgique, Monsieur Jozef Smet. Ce repas est organisé dans le cadre de la semaine belge au Burundi et concerne le volet santé. Lors de ce repas, sont également présents la Ministre de la Santé Publique et de la lutte contre le SIDA, le docteur **Sabine NTAKARUTIMANA**, le chargé de missions de MSF, le représentant de la CTB pour le secteur de la santé, ainsi que quatre autres personnes actives dans le domaine au Burundi. L'ambassadeur fait un petit discours, expliquant pourquoi une rencontre sur la santé dans le cadre de la semaine belge et explique le fonctionnement de celle-ci. Ensuite Madame la Ministre prend la parole et remercie tous les acteurs et spécialement la Belgique pour l'aide apportée aux Burundais dans les différents secteurs médicaux. S'ensuit alors un tour de table où chacun se présente, explique son rôle dans l'association

pour laquelle il travaille. Ce tour de table terminé, nous parlons librement avec nos voisins de table et notre Vice-Président, qui s'est judicieusement assis à côté de la Ministre, y va bon train. De très bons contacts sont pris et nous apportent de bons arguments pour la réunion du 5 mars à l'ambassade de Belgique.

Mercredi 29 février, une dizaine de patientes peuvent rentrer chez elles, nous leur payons donc leur ticket de bus pour le lendemain matin. Nous constatons également que la dernière tente de location n'est plus utilisée et demandons donc à Raymond de contacter la société pour qu'elle la reprenne et qu'on ne paie plus de location à partir du 1^{er} mars.

Ensuite, direction l'hôtel pour embarquer les bagages et les médecins avant d'aller à l'aéroport. Le Président des MDD remet la somme de 250.000 BIF à notre Président afin que ce dernier les remette à Déogratias, en tant que per diem. Nous prendrons donc un rendez-vous pour les lui donner.

1^{er} mars : treize femmes peuvent rentrer chez elles dès ce matin, elles arriveront vers 15h chez elles. Nous fixons un RDV au docteur Déogratias pour lui remettre les per diem convenus entre lui et MDD. Ils n'ont pas pu se voir avant leur départ, nous serons donc le facteur des MDD dans ce dossier. Nous profitons également de notre présence sur place pour démonter les brancards de MSF. La tente louée devrait être démontée dans le courant de la matinée. Le docteur Déogratias arrive au bureau vers 10h45. Nous discutons un petit moment avec lui en essayant de le rassurer quant à l'envoi des 11m³ de dons restant à Bruxelles. Je lui remets l'enveloppe contenant les 250.000 FBU laissés par les MDD. Nous lui expliquons que si nous décrochons les financements éventuels qui sont toujours en stand-by chez différents bailleurs et sponsors en Belgique nous ne les oublierons pas.

5 mars : direction le CHUK pour voir la situation. Toutes les femmes peuvent être libérées. La mission fistule prend donc définitivement fin ce lundi matin. Le lendemain, nous passons une dernière fois au CHUK où nous disons au revoir à Madame Florence, qui en profite pour nous remettre notre reçu des frais concernant la nourriture et les tickets de bus pour les femmes.

b. Mwendo 2012

Notre Coordinateur national nous a organisé un week-end dans son village natal afin que nous puissions concrètement rencontrer les populations locales de la colline de Mwendo. Nous quittons donc Bujumbura dans l'après-midi du 17 février, notre Vice-Président restant sur place pour accompagner les MDD durant le week-end. Nous arrivons vers 19h30 à Mwendo. Il fait déjà nuit, nous ne profitons dès lors pas des paysages. A peine installés, nous assistons à une petite réunion avec les différents membres d'ADEM-KAZOZA que notre Coordinateur national avait conviés. Nous leur expliquons que nous sommes ici pour remettre une première partie du don de l'Abbaye d'Orval. Ils sont enchantés. C'est au cours de cette réunion qu'on nous explique que ce qui ferait le plus de bien aux enfants de l'école, ce sont des nouveaux uniformes. Pas de problème pour nous. Nous ferons donc faire des uniformes (25 filles, 25 garçons) chez un tailleur de la région. La réunion se termine vers 22h30.

Après une bonne nuit de sommeil, un copieux petit déjeuner et une petite visite dans la bananeraie nous prenons la route du nord en direction de Ngozi. Premier arrêt au village à l'emplacement où seront construits les futurs bâtiments de l'école et du centre de santé de Mwendo. Le chef de la colline est également présent. De nombreux enfants nous entourent. A quelques mètres, le château d'eau et le robinet indispensable pour l'accès à l'eau potable.

Nous reprenons le 4x4 et faisons quelques centaines de mètres pour voir le village des Batwa, (des pygmées). Le chef du village nous accueille et nous fait faire le tour des 42 maisons. En fait de maisons, il s'agit de huttes circulaires en bois. Celles-ci sont très petites et accueillent environ 6 personnes par famille. Une natte couvre le sol pour se protéger. Il va sans dire qu'en cas de forte pluie, ni le toit, ni les murs ne permettent une bonne étanchéité, il est donc impossible d'y vivre au sec. Traditionnellement, les Batwa quittaient le village ou la hutte chaque fois qu'il y avait un mort. Actuellement, le gouvernement burundais essaie de les sédentariser, ce qui n'est pas une chose aisée. Economiquement, les Batwa sont des chasseurs-cueilleurs, ils s'adonnent donc aussi à la pêche dans la rivière située au bas de la colline. Ils font également de la poterie en argile, celles-ci sont décorées de petites lignes obliques parallèles, mais ne forment pas de motifs particuliers. La poterie est du ressort des femmes, les hommes quant à eux s'adonnent au tissage de nattes. Pour tresser une natte, il faut compter deux jours et ils vendent celle-ci à 2.000 BIF, soit 1 € !!!

Nous partons pour Ngozi, la pluie a rendu la RN15 quasi impraticable! Nous arrivons en ville bien plus tard que prévu, il est midi. On négocie les tissus et les accessoires (boutons, tirettes, élastiques) avec un tailleur. Grâce aux négociations menées par notre chargé de programmes, le prix des uniformes est passé de 13.000 BIF à 9.000 BIF. Les uniformes seront prêts pour 18h.

Etant à Ngozi, notre Coordinateur national contacte un prêtre ami du Président. Ce dernier accepte de nous recevoir chez lui. Nous présentons notre association et demandons s'il serait possible que la Première Dame se rende au CHUK pendant la mission fistule et également si une audience avec le Président est envisageable avant notre retour en Belgique. Cette audience porterait sur l'adduction d'eau au Burundi en général et sur sa colline en particulier. Il va essayer de provoquer cette rencontre dans le cadre des travaux communautaires des semaines à venir. Nous le remercions et prenons congé.

Après avoir poussé une pointe jusqu'à Kirundo et son fameux lac aux oiseaux, nous sommes de retour à Ngozi vers 18h. Tous les petits uniformes sont prêts ! Douze tailleurs se sont mobilisés pour les confectionner à temps. Totalement incroyable, en Belgique, une telle demande serait impossible. Nous rentrons à Mwendo pour la nuit.

Dimanche matin, vers 10h30, nous partons pour l'école. Nous faisons une halte à Muhanga, au petit marché local présentant une multitude de petites échoppes et de marchands. Nous voyons des tas de fruits, légumes, outils de tous les jours, nattes, paniers, pains, pagnes, ... L'orage interrompt notre visite et nous arrivons à l'école où nous nous abritons des cordes qui tombent du ciel. Nous attendrons deux heures sous la pluie et l'orage pour que les enfants et les parents nous rejoignent. Impossible de circuler sous ces tonnes d'eau qui tombent, il faut donc se résigner à attendre une accalmie.

Vers 14h15, la partie protocolaire de remise des uniformes commence. Discours des autorités enseignantes et municipales avant que notre Président ne prenne la parole pour expliquer notre projet et l'aide que nous apportons à l'école. Viens ensuite la remise des uniformes proprement dite, chaque enfant est appelé à tour de rôle pour recevoir le sien. Nous nous chargeons de le leur remettre en main propre. Si l'enfant n'est pas présent (compréhensible au vu de la météo), les parents ou les responsables collinaires prennent le colis. Les enfants serrent de toutes leurs forces l'uniforme contre leur corps et s'empressent de courir dehors pour les essayer. Ils rentrent tout heureux et fiers dans leur uniforme flambant neuf. La joie se lit sur leurs visages. Une fois que tout le monde est habillé, petite séance photo dans la cour de l'école, d'abord les enfants, ensuite les enfants et les parents, les autorités et enfin des photos d'un peu tout le monde. Il y a une cohue indescriptible, chacun essayant de se voir sur l'appareil photo, c'est extraordinaire !

Après cette cérémonie officielle, une autre tout aussi importante : le verre et la brochette qui nous sont offerts par les autorités dans un petit bar local. Moment d'échanges très sympathiques autour d'une Amstel. Notre Secrétaire en profite pour remettre une bouteille d'Orval au responsable communal de l'enseignement, en lui expliquant que le généreux donateur est l'Abbaye Notre-Dame d'Orval.

Nous reprenons la route de Bujumbura où nous arrivons vers 22h30. Week-end de découvertes, de contacts et d'échanges avec les populations locales hors du commun.

c. Réunions de travail

Jeudi 9 février

A peine arrivés à Bujumbura, dès 16h nous assistons à notre première réunion du bureau permanent avec notre Coordinateur national, le chargé de programmes et un membre effectif local. A l'ordre du jour: le fonctionnement de l'antenne locale et les premières ébauches du dépliant présentant Burundi-Développement sur place. Fin de la réunion vers 18h.

Vendredi 10 février

Direction le « Kings » pour une réunion avec le Ministre des Affaires Extérieures, Laurent KAVAKURE et les différentes ONG présentes au Burundi.

Un petit tour de salle permet à chacun de se présenter avant que le Ministre ne prenne la parole pour expliquer brièvement le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et les objectifs du Ministère. Il annonce également qu'il y aura bientôt un visa humanitaire valide pendant deux ans avec entrées et sorties multiples. Egalement au programme, le renouvellement de la loi sur les ONG datant de 1999 en tenant compte des remarques émises par les ONG. Il y a également comme objectif de créer un guichet unique pour les ONG regroupant tous les ministères pour faciliter les programmes d'aide.

Nous avons également appris l'existence d'un réseau regroupant les ONG au Burundi, nous allons voir comment rejoindre ce réseau. Nous enverrons un courriel à secretariat_reso@yahoo.fr.

Le Ministre nous informe également qu'une réunion avec les ONG aura lieu le mercredi 15 février à 9h à l'Hôtel Source du Nil avec le Ministre de l'Intérieur et les gouverneurs des différentes provinces.

L'après-midi, réunion au bureau avec l'association pour adapter notre dépliant. Ensuite réunion avec les intervenants de la mission fistules. Il reste à régler le problème des tentes. Voir le PV de la réunion pour les détails. Réunion terminée à 20h.

Lundi 13 février

Dernière réunion de préparation de la mission fistules à 17h. Voir le PV pour les détails. Pendant la réunion, le premier groupe des femmes fistuleuses est arrivé au CHUK. Florence de INEZA et notre chargé de programmes ont quitté la réunion en avance pour aller les accueillir. Réunion clôturée à 19h.

Mardi 14 février

Petite réunion avec James MUGISHA, Jean VAN ONACKER, Célestin MIZERO, Raymond BUUNAME et Olivier BARTHELEMY sur le futur de l'association sur place, notamment au niveau de l'engagement de personnel et finalisation du dépliant ainsi que de l'autocollant.

Mercredi 15 février

Rendez-vous au bureau où l'on retrouve messieurs MIZERO et BUNAME avant d'aller à l'Hôtel Source du Nil pour la réunion avec le Ministre de l'Intérieur et les Gouverneurs des différentes provinces.

Introduction de la réunion par le Maire de Bujumbura puis intervention du Ministre de l'Intérieur. Il explique en quelques mots ce que les ONG doivent faire aux yeux du gouvernement burundais. Notamment une répartition géographique plus équitable des ONG et des projets menés, certaines provinces étant presque oubliées. Egalement une meilleure coordination entre les différents projets menés par les ONG pour éviter des chevauchements de projets non coordonnés entre eux. Il faut également que les projets soient pérennes et bénéfiques aux populations et assurer la continuité des projets par du personnel local formé. Les ONG doivent également s'aligner sur le CSLP II, le plan Burundi 2025, sur la politique gouvernementale, les plans provinciaux et communaux de développement. Il insiste également sur le fait que les ONG doivent être opérationnelles dans les 3 mois suivant leur agrément et rendre un rapport annuel de l'année écoulée avec le budget de l'année à venir. La réunion continue par un tour de salle pour se présenter, dans quel secteur on opère et dans quelle province.

Parmi les ONG présentes, une seulement est active dans le domaine de la lutte contre la prolifération des armes et notamment des armes détenues par l'Etat burundais.

Le ministre souligne que les projets doivent avoir un impact direct sur les populations.

Parmi les ONG présentes, on constate que certains secteurs sont sous représentés voire inexistantes comme les problèmes liés à l'eau, aux déchets, le développement touristique et économique, ...

A l'issue de la réunion, nous sommes interpellés par les gouverneurs des Provinces de Cibitoke et de Gitega qui se montrent intéressés car ils ont d'énormes problèmes d'eau. Nous avons également rencontré le chargé de programme de l'ONG belge PROTOS, Nestor MBURENTE, qui est également coordinateur des programmes de l'ASBL AVEDEC (Association Villageoise d'Entraide et de Développement Communautaire) basée à Gitega. Nous devons nous recontacter pour voir ce que l'on peut faire ensemble. Nous avons également rencontré Augustin NEOUZE, directeur de programme de Handicap International (qui est aussi président en exercice du RESO) et Caroline DUCONSEILLE, directrice des programmes de l'antenne belge de Handicap International. Nous avons également rencontré le maire de Bujumbura pour l'inviter à venir voir les médecins au CHUK pendant la mission fistule, il nous a proposé mardi prochain. Notre Coordinateur national a de son côté interpellé le Ministre de l'Intérieur pour voir où en était notre dossier de reconnaissance à leur niveau.

Suite à cette réunion, il serait intéressant de contacter les deux gouverneurs précités avec PROTOS pour faire un tour de leur province comme mission exploratoire pour envisager une éventuelle collaboration. Il est important également que les projets s'inscrivent dans les Plans Communaux de Développement Local (PCDL). Un projet de mise en place d'un contrat rivière (à l'image du Contrat Rivière Semois-Semoy ou Contrat Rivière Haute-Sûre) ou d'un Parc Naturel pourrait être intéressant pour les communes et provinces.

Mardi 21 février

Nous arrivons au Ministère du Tourisme et Madame la Ministre, Victoire NDIKUMANA, nous reçoit dans son bureau à l'heure prévue. Notre Représentant légal nous présente tandis que notre Président expose en détails les différents points présents dans le document. Monsieur Barthélemy apporte

quelques compléments d'informations sur les différentes catégories touristiques relevées. La discussion se poursuit de manière conviviale et en toute simplicité. La Ministre et son adjoint nous exposent à leur tour ce qui a déjà été réalisé et ce qui est en passe de l'être. Ils nous expliquent qu'à moyen terme le développement du tourisme de masse n'est pas une priorité en soi (question de pression et de déséquilibre démographique) mais qu'ils sont extrêmement intéressés par notre projet de développement de tourisme d'affaires, culturel, d'aventure et sportif. Le conseiller touristique de la Ministre insiste également sur la promotion et l'encouragement de l'artisanat local. Nous soulignons que c'est prévu et détaillé dans le document transmis à la Ministre. Nous prenons congé de nos hôtes et nous échangeons encore quelques mots en attendant l'ascenseur.

Conclusion: très bonne réunion, échanges francs et directs de part et d'autre. Très constructif. Nous pourrions vraiment faire quelque chose de concret avec les aides et appuis adéquats. On va pouvoir commencer très vite dès que toutes les autorisations seront réunies et cela sans investissement.

A 11h00, nous avons été reçus par la directrice nationale de la GIZ (Coopération allemande au développement), Madame Petra WAGNER. Nous nous sommes rapidement présentés et nous lui avons exposé nos axes prioritaires et secondaires. Ensuite, elle nous a exposé les différents domaines dans lesquels la GIZ est active. Le secteur de l'AEP est un de leur grand domaine d'intervention et elle nous a demandé de contacter monsieur Rudolph JOCHEN qui est leur responsable pour tout ce qui touche à l'eau. La GIZ est également active dans le domaine de l'éducation et à l'appui aux populations vulnérables. Par contre, pour elle, le secteur touristique n'est pas une priorité car encore trop d'insécurité dans le pays. Les soins de santé sont aussi une de leurs priorités.

A 15h00 nous sommes attendus au bureau du chef de Cabinet Adjoint à la 2^{ème} Vice-Présidence, Monsieur Gervais RUFYIKIRI. Nous sommes donc accueillis très chaleureusement par Monsieur RUREMA Déo-Guide (docteur en agronomie, diplômé de l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin). Comme ce matin, nous nous présentons et exposons nos axes d'intervention. Il nous écoute très attentivement et ensuite il nous donne plusieurs bons conseils. Pour lui, pour tout contact avec tel ou tel ministère, idéalement il faut présenter un projet (même à l'état de brouillon) afin de soumettre cela au ministre qui pourra immédiatement dire si oui ou non le projet est pertinent, recevable et surtout faisable. En fin de compte il nous conseille de faire ce que nous avons fait ce matin avec la Ministre du Tourisme. Monsieur RUREMA nous encourage vivement à exploiter le volet touristique car à l'heure actuelle rien n'est fait au Burundi pour développer ce secteur d'activité. Nous devons faire preuve de créativité, d'ingéniosité et créer des projets novateurs. Il nous encourage également à **promouvoir au mieux le secteur agricole**, tant par appui aux éleveurs et paysans que par des interventions auprès des producteurs d'intrants agricoles (aussi bien en Belgique) qui sont en général fort peu conscients des problèmes rencontrés par les paysans sur le terrain. Il faudrait idéalement minimiser les intermédiaires entre les fabricants de produits phytosanitaires et les agriculteurs. Il nous explique aussi que depuis plusieurs années, le budget alloué au Ministère de l'Agriculture est en constante augmentation (il est passé de 2% à 7% l'année dernière et cette année il est de 11%).

Le domaine de la micro-finance est également prioritaire, surtout au niveau agriculture. Il n'y a actuellement personne sur ce projet au Burundi.

De retour au bureau, nous téléphonons à Rudolph JOCHEN, le spécialiste de l'eau au sein de la GIZ. Bref échange pour se présenter et ce dernier nous fait parvenir son adresse mail. On lui envoie donc un courrier électronique avec plus de détails et d'informations afin de mieux nous présenter. Ce monsieur nous a promis de nous envoyer des documents concernant l'adduction en eau potable. Un très bon contact semble avoir été établi.

Entre temps, notre Coordinateur national avait fixé un rendez-vous avec le responsable de l'ASBL AVEDEC que nous avons rencontré mercredi passé au cours de la réunion avec le Ministre de l'Intérieur et les différentes ONG. Ils échangent les idées et expériences réciproques et cet homme nous invite à Gitega pour visiter leurs ouvrages et ainsi nous faire part de leur expérience de terrain déjà très impressionnante (voir dépliant). Il s'avère en plus que cet homme est également le représentant légal de l'ONG belge PROTOS, spécialisée dans le domaine de l'eau. Nous prendrons d'ailleurs nous-même tous les contacts nécessaires avec eux à Bruxelles en vue de collaborer dans le futur.

Vendredi 24 février

Direction l'Office National du Tourisme. On demande à l'accueil s'il est possible d'obtenir des dépliants touristiques et d'autres infos pour visiter le pays tout en expliquant que nous sommes une ONG avec un axe touristique que nous souhaiterions développer. On nous renvoie vers un autre bureau, on réexplique. On nous dit alors que nous devons en parler à la directrice adjointe, Madame Denise NIJIMBERE, qui nous reçoit très agréablement. On s'excuse d'être habillés en touristes, car nous ne pensions pas être reçus et nous expliquons à cette personne le but de notre ONG. Après cette discussion, la directrice adjointe nous remet sur notre clé USB le document tourisme rédigé par le PNUD, qui sert de ligne directrice au Gouvernement dans le volet touristique, ainsi qu'une fiche projet type. Elle nous demande également s'il serait possible d'obtenir des financements pour le 20 juillet de cette année, pour installer les panneaux auprès des monuments historiques de Bujumbura. Ceci dans le cadre du 50^{ème} anniversaire de l'Indépendance. Nous répondons que cela est pratiquement impossible mais que nous allons y songer, sans aucune garantie de notre part. Nous prenons congé de cette charmante dame après ¾ h de discussions fructueuses.

Lundi 27 février

Nous nous rendons à la fondation où travaille Jean-Claude, un ami ingénieur agronome d'Alexis BANUZA. Elle se situe sur les hauteurs du quartier Gihosha. Jean-Claude nous fait brièvement visiter la fondation qui s'occupe essentiellement de réinsertion d'enfants défavorisés, d'orphelins,... Cette fondation est financée par l'Eglise.

Il nous présente ensuite les activités de l'ASBL dans laquelle il est actif depuis plus de 10 ans, T.H.D.K. Agro-élevage et gestion des stocks et des semences sont leurs principaux créneaux (voir notes manuscrites pour plus d'informations et le rapport de cette réunion). Nous échangeons nos idées et points de vue et fixons un rendez-vous lundi prochain à la même heure et même endroit pour finaliser notre partenariat.

Nous nous rendons ensuite à la CTB (Coopération Technique Belge) où nous avons rendez-vous à 15h. Nous sommes très bien accueillis et recevons un paquet d'informations extrêmement intéressantes. Le courant passe très bien, dialogue franc et direct. Nous prenons congé de notre hôte après ¾ d'heure de discussion.

Jeudi 1^{er} mars

A 15h nous allons à la délégation de l'Union européenne pour être « non-reçu » par le représentant de la coopération (Monsieur HEIMANN) suite à un malentendu entre sa secrétaire et notre Coordinateur national (soit disant une non confirmation du rendez-vous). Quelques instants plus tard, une brave dame nous conduit jusqu'au bureau de l'Ambassadeur. Nous discutons de la mission et de notre AISBL dans un cadre purement amical et très sympathique. Nous prenons congé de Monsieur

l'Ambassadeur car à 16h nous sommes attendus à l'Ambassade des Pays-Bas (situé dans le même bâtiment) par Monsieur Fritz MEIJNDERT, le Chef de la coopération. Nous nous présentons ainsi que les axes dans lesquels notre ONG est active. A son tour de nous exposer les centres d'actions de la politique batave en matière de coopération. Ils sont essentiellement actifs dans les programmes alimentaires et dans les programmes visant à appuyer et améliorer la police et l'armée. Dans les mois à venir, ils vont aussi développer un programme de soins de santé de la reproduction. Nous avons toutes ses coordonnées et nous prendrons contact avec lui en temps voulu. Il va cependant nous faire parvenir par e-mail le lien donnant accès à leur plan stratégique d'action.

Vendredi 2 mars

A 16h30 nous nous rendons chez le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique qui nous reçoit dans son cabinet afin qu'on puisse lui exposer le cadre de nos activités. Très franche discussion, et assurance de soutien en cas de besoin pour nos actions futures.

Lundi 5 mars

Nous avons rendez-vous à l'Ambassade de Belgique à 11h30. Nous sommes fort aimablement reçus par le premier secrétaire chargé de la coopération et avec qui nous discutons en toute franchise et sans barrières. Nous avons demandé que le Représentant légal de l'asbl CEVOSOVER et Erick (représentant de l'asbl DUFASHANYE) puissent se joindre à nous au cours de la réunion. Le secrétaire était visiblement au courant de la mission fistule, mais pas des détails administratifs.

A 17h, réunion d'évaluation de la mission fistule avec tous les intervenants locaux (voir PV). Petite discussion entre Erick (DUFASHANYE) et Florence (INEZA) concernant le don de nourriture de DUFASHANYE à INEZA. La réunion se déroule dans un bon climat et tout le monde semble satisfait de la mission, tout le moins pour le volet humanitaire et le fait d'avoir sauvé 35 femmes.

Mardi 6 mars

Petit débriefing au bureau entre messieurs BUNAME, HARERIMANA, MIZERO et VAN ONACKER.

Notre Coordinateur national nous informe que nous sommes attendus par Madame la Ministre de l'Agriculture en son cabinet à 11h. Nous lui exposons nos activités et elle nous promet son soutien pour tout ce qui concerne le volet agriculture et élevage. Elle insiste fortement sur la nécessité d'entreprendre, d'encadrer et de soutenir des projets qui s'occupent de la récolte, conservation et surtout de la transformation des produits de base. Cela tombe très bien, c'est justement dans cette optique-là que sont orientés les projets proposés par T.H.D.K..

Troisième partie – Activités, réunions et participations à des événements culturels

IV. Activités

a. De terrain

i. En Belgique

1. Soirée annuelle

Le vendredi 23 mars, nous avons loué « la Fermette » à Evere afin d'y organiser notre première soirée de soutien au profit de nos projets au Burundi.

Un apéro de bienvenue était inclus dans le prix du repas. Le beau temps et la température clémente pour un 23 mars nous ont permis de prendre l'apéritif dans la cour de la ferme.

Le Président et le Secrétaire ont commenté deux projections (power point) : une présentant l'association d'une manière générale, l'autre sur la mission de terrain qui venait de s'achever.

Un buffet chaud de spécialités africaines a été préparé et dressé par deux femmes burundaises qui nous avaient été recommandées par une de nos membres. Nous n'avons pas été déçus et le repas a fait l'unanimité.

Après le repas, les convives ont pu acheter divers produits artisanaux que nos Président et Secrétaire avaient ramenés du Burundi. Le café fut aussi fortement apprécié.

Pour une première, on peut dire que ce fut un succès. Le bilan est très positif. 42 personnes sont venues manger ce qui nous a permis de récolter 822,3€ de bénéfice net au profit de nos projets.

On remettra cela l'année prochaine.

2. Collecte de livres

Tout au long de l'année notre Secrétaire a réceptionné est allé chercher (dans les environs de la commune de Habay) des dizaines de livres, manuels et autres encyclopédies. Ces ouvrages proviennent tous de personnes privées, de connaissances et de la bibliothèque communale de Habay.

Le vendredi 28 décembre, nos Président et Secrétaire sont allés récupérer les dernières caisses de livres à la bibliothèque publique de la commune de Habay. Ils avaient reçu à prêter la camionnette de la Brasserie de la Rulles pour leur faciliter la tâche et éviter les allers-retours entre Habay et Marbehan. Tout le plancher de la camionnette était recouvert (voir photos prises au sein de la bibliothèque). Un premier tri a immédiatement été effectué chez notre Secrétaire et une caisse entière de revues et autres brochures de la Région Wallonne et/ou de la Province a été jetée à la déchetterie.

ii. Au Burundi

1. Visites DUFASHANYE

a. Bubanza

Samedi 11 février, nous prenons la route de Bubanza. Au cours du trajet, de nombreuses photos de l'immense plaine de l'Imbo sont prises. Nous quittons la route principale et empruntons une piste en bon état pour rejoindre le Centre de Santé de Ku Mudubugu. Nous sommes accueillis par le directeur de l'établissement. Il nous fait une visite guidée des lieux. On commence par son cabinet de consultation, ensuite le cabinet de pédiatrie (absolument aucune différence entre les deux cabinets). Passage devant les chambres masculines et féminines, séparées, d'un confort plus que sommaire. Dans la partie maternité, une femme en attente d'accoucher nous salue d'un joyeux « Karibu », une autre est alitée avec son petit bébé, né par césarienne quelques heures plus tôt. Nous arrivons maintenant à la salle d'accouchement, où une femme est en plein travail (derrière un paravent), nous ne traînons donc pas, mais cela nous suffit pour voir le matériel et les conditions de travail du personnel médical. L'appareil d'échographie est flambant neuf, mais quasi inutilisable du fait que personne ne sait s'en servir, si ce n'est le directeur très approximativement. Le local d'à-côté est la pharmacie, stock de médicaments très limité, et parfois inexistant pour certains. Ensuite le laboratoire d'analyses équipé de deux binoculaires, d'un microscope et deux centrifugeuses, mais pas de frigo (aucun dans l'établissement d'ailleurs), celui-ci étant en réparation. Nous arrivons ensuite dans la salle de radiologie, au premier regard, nous cherchons l'appareil, un très vieil appareil, qui n'est plus utilisé depuis des lustres chez nous. Suite du parcours par la salle de désinfection et le vestiaire, qui ne sont séparés que par une « porte » invisible et une ligne au sol avant de pénétrer dans la salle d'opérations. Salle d'opérations plus que rudimentaire, mais indispensable au bon déroulement du centre de santé.

Le centre de santé est équipé de logements rudimentaires pour le personnel, composé d'une quinzaine de personnes (infirmiers et médecins). Pour assurer la nourriture des patients, un centre d'élevage bovin est annexé au centre, ce qui permet la production et l'approvisionnement journalier de lait. Le problème principal est l'alimentation électrique, la ligne est située à 100m mais le transformateur coûte une somme astronomique, de l'ordre de 30.000 €. Actuellement, il fonctionne avec un groupe électrogène et quelques panneaux solaires, mais cela s'avère insuffisant pour une alimentation continue. Certains appareils, notamment pour stériliser le matériel (autoclaves), sont trop énergivores et font sauter les plombs.

b. Bujumbura

Mardi 14 février : petite visite des différents sites pour les futurs projets menés par l'association DUFASHANYE. Nous sommes passés successivement dans un futur centre de santé (voir fichier envoyé par courriel), le bar le long de la plage pour des projets tourisme et le hangar pour le projet de coopérative laitière. Nous avons également visité le garage de Robert MUVIRA qui s'est proposé d'accueillir des enfants défavorisés pour les former à la mécanique.

Tout cela nous donne des idées : notamment contacter Benoît PIEDBOEUF et Dominique TILMANS pour des dons de matériel médical avec VIVALIA ; voir aussi avec d'autres contacts au niveau agronomique et agricole pour le matériel de laiterie. Pour le projet touristique, pleins d'idées en tête pour attirer le touriste, à développer.

Mardi 6 mars, vers 18h, nous signons le partenariat entre notre association et DUFASHANYE. Nous en profitons pour leur remettre nos médicaments personnels ainsi que les vêtements que notre Secrétaire ne comptait pas rapporter en Belgique.

2. Visites AVEDEC

a. Gitega et environs

Comme planifié, en ce jeudi 23 février, à 7h45, notre Coordinateur national vient nous chercher et nous partons pour Gitega. La montée vers Bugarama est toujours aussi impressionnante avec les cyclistes (chargés de bananes et de sacs de makala) qui dévalent la pente à toute allure. Nous dépassons plusieurs camions qui traînent des cyclistes (les plus forts peuvent effectuer jusque 4 rotations par jour). Nous traversons Bugarama (encore trop tôt pour être assailli par les vendeurs de légumes en tout genre) et filons vers Muramvya. La route est un vrai billard par rapport à il y a deux ans. Nous passons devant le mémorial « Plus jamais ça » à l'entrée de Giheta et une petite demi-heure plus tard nous arrivons à Gitega où nous sommes accueillis par le Président de l'ASBL AVEDEC. Il nous fait visiter brièvement le siège social et nous présente ses différents collaborateurs. Il prend congé de nous car il doit assister à une réunion importante mais nous laisse en de bonnes mains. Madame Consolate nous servira de guide et elle sera appuyée par Messieurs Nabol et Déo. Nous prenons la route (la RN 15), ou plutôt la piste, pour Bugendana où nous visitons une source aménagée. Nous sommes entourés par une myriade d'enfants et d'autochtones. Nous avons ensuite l'occasion d'assister à une séance PHAST. Cela consiste à expliquer (grâce à un animateur du cru) aux populations bénéficiant de l'accès à la source aménagée quels sont les bons et mauvais comportements. Pour ce faire, l'animateur possède un matériel didactique simple mais hautement efficace : la boîte à images. Cet outil se présente sous forme de plusieurs dessins plastifiés illustrant la vie de tous les jours mais qui présente des bons (vert), moyens (bleu) et mauvais (rouge) comportements vis-à-vis de l'hygiène de vie et du maintien de la potabilité de l'eau prélevée à la source (voir photos). Cet atelier fait activement participer les populations locales.

Nous nous rendons ensuite après plusieurs minutes de marche à travers diverses cultures (manioc, patate douce, haricot, aubergine et caféier) à une seconde source qui est en phase d'aménagement. Des hommes sont en train d'apporter les pierres et autres cailloux qui serviront lors de l'élaboration de l'ouvrage. Consolate nous explique que très peu d'hommes sont présents ce jour car la majorité est partie chercher les intrants chimiques nécessaires aux cultures. Nous reprenons les voitures pour nous rendre au bureau de terrain d'AVEDEC. Nous visitons également les locaux édifiés avec l'aide de l'ONG belge PROTOS. Un point important est le renforcement des capacités de la régie communale des eaux. Nous visitons le centre de formation. Impressionnant! Nous reprenons la piste sous un véritable déluge en direction de l'école modèle de Mugeru pour nous rendre compte des activités HAMS (Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire).

Nous attendons quelques minutes dans la voiture que la pluie diminue en intensité et nous nous rendons chez le directeur de l'école. Il nous fait visiter les lieux : rampe d'accès en eau, latrines, compost,... Bref, c'est tout un système qui est mis en place et qui tourne de manière indépendante grâce aux formations.

Nous allons ensuite visiter une maison modèle. Il y a une latrine convenable, une douche, un égouttoir à vaisselle et un « jardin de cuisine » (voir photos).

Tout au long de ces différentes visites nous sommes accueillis de manière très chaleureuse et les sourires et rires des enfants sont merveilleux.

Nous repartons pour Gitega où AVEDEC nous a réservé un verre et un succulent repas (ragoût de chèvre en sauce, sorte de jambonneau) à l'établissement « Orange ».

Nous sommes rejoints par les responsables d'AVEDEC (accompagnés d'une coopérante allemande détachée par la GIZ) et nous nous rendons au showroom où Alexis nous expose les différentes latrines que les gens peuvent choisir en fonction de leurs moyens (WC type européen, WC turc, WC sec, WC Sanitans,...). Nous rencontrons aussi Monsieur Stefan (employé de la GIZ responsable de tout ce qui touche à l'eau et qui travaille avec AVEDEC depuis 3 ans). Vu l'heure déjà avancée (17h00), nous retournons au bureau où nous observons le système de poubelles publiques avec tri (voir photo) et nous participons à un petit débriefing pour faire part de nos impressions. Concernant le projet d'assainissement, notre Secrétaire propose au Président de l'AVEDEC de visiter les installations de l'usine de traitement des déchets aux Coeuvin à Habay-la-Neuve lors de son prochain passage en Belgique. Nous prenons congé de nos hôtes en les remerciant pour cette superbe journée de découvertes et de partage de connaissances et expériences de terrains. On se fixe aussi un rendez-vous le vendredi 2 mars prochain pour aller visiter un de leurs projets en périphérie de Bujumbura.

Nous faisons encore une dernière petite halte au bureau du directeur technique de l'énergie et de l'eau (Jean-Bosco NTUNZWENIMANA) qui nous donne les dernières publications (2011) et statistiques concernant l'eau.

b. Isare

Vendredi 2 mars : visite sur le terrain avec Léopold d'AVEDEC comme guide. Nous prenons la route de Bugarama et peu après le siège Harroy, nous empruntons la piste vers ISARE. Après 9 km d'ascension, nous arrivons au village où nous sommes accueillis par l'administrateur communal qui nous souhaite la bienvenue et nous donne quelques mots d'explication (81.000 habitants) et nous rassure quant à la sécurité dans les environs. Nous sommes précédés par un technicien de terrain d'AVEDEC qui nous ouvre la route avec sa moto de type « trial ». Nous nous rendons en bordure d'un marais qui a été réaménagé sous forme de pépinière et de cultures diverses. On peut observer des milliers de plants d'eucalyptus qui serviront à reboiser les sommets des collines avoisinantes. Près de 90 hectares ont déjà été reboisés !

Nous allons ensuite visiter une source naturelle située près d'une école. Nous sommes repérés et accueillis par une nuée d'enfants. Exceptionnel (voir vidéo). Il est plus qu'évident que cette source doit être aménagée, vu la population scolaire qui s'y approvisionne sans compter les habitants des environs.

Nous continuons notre chemin vers le sommet d'une colline où un reboisement a été effectué. Le site est peu éloigné de l'endroit où nous laissons la voiture. Mais surprise, nous effectuons une randonnée en haute montagne pour atteindre le site. Ce dernier n'étant pas loin du sommet, nous décidons de continuer notre petit bonhomme de chemin. Arrivés au sommet, un superbe paysage s'offre à nous avec même une vue sur Bujumbura. L'effort valait la peine d'être fait, nous ne sommes pas déçus de la grimpe. Nous redescendons par un chemin plus court. Vers 14h, petit débriefing avec Nestor et Léopold d'AVEDEC au sein de leur bureau de l'avenue de l'Université fraîchement aménagé par Protos (mobiliier de bureau flambant neuf).

b. Réunions

i. Contacts divers

Le dimanche 15 janvier, James MUGISHA et Jean VAN ONACKER sont allés à Mons pour rencontrer monsieur Alexis BANUZA qui s'était montré intéressé par notre asbl. Un petit compte-rendu de cette réunion a été rédigé.

Le lundi 16 janvier, une réunion avec les Médecins du désert qui feront partie de la mission « Fistules 2012 » s'est tenue à la taverne de l'Univers à Liège. Didier MIGNON, James MUGISHA et Jean VAN ONACKER s'y sont rendus. Mise au point avant le départ. Les problèmes de subsides et de médicaments ont été abordés et certaines craintes émises. Mais personne ne s'est découragé et on a tous décidé de foncer.

Contacts divers à gauche et à droite pour obtenir des médicaments et du matériel chirurgical (universités, laboratoires, pharmacies,...). Notre Président a contacté plusieurs pharmacies de Bujumbura pour voir ce qu'il y aura moyen de trouver sur place et à quel prix.

Le vendredi 27 janvier, le Président des Médecins du désert accompagné de nos Président et Vice-Président se sont rendus à l'Ambassade du Burundi pour y récupérer les visas. Ils ont profité de cette rencontre pour répartir le matériel qui sera placé en bagages de soute.

Le dimanche 23 décembre, nos Président, Vice-Président et Secrétaire se sont rendus au « Royal Windsor Hotel Grand-Place » où avait lieu l'émission spéciale pour les 25 ans des « Belges du Bout du Monde » (émission radio de la RTBF animée par Adrien Joveneau. Ils ont été invités à cette événement par l'éditeur du livre « Haut en couleur : Burundi » (livre édité par **Weyrich Edition** suite au Ravel du « Bout du monde » d'octobre 2012 qui a eu lieu au Burundi), Olivier WEYRICH, lui-même un ami de notre Secrétaire. Malheureusement, JALI et AXELLE RED ne sont jamais venus suite à un empêchement de dernière minute. Bien dommage car cela aurait été une occasion de les accoster et de leur présenter notre AISBL et de parler avec eux de notre opération conteneur.

Le jeudi 27 décembre, nos Président et Secrétaire se sont rendus à Eupen, au sein des locaux de l'ASBL WELTLADEN-LOGISTIK et ont été reçus par Georges GODIN. Ce dernier leur a expliqué en détail durant plus de 4 heures ce que leur association fait en Afrique centrale : elle s'occupe par exemple d'une coopérative au Congo (Kinshasa) qui fait travailler plus de 160 personnes. Elle se charge également de réunir des outils de seconde main en bon état de fonctionnement pour promouvoir le travail des artisans locaux et créer ainsi de nouveaux emplois. Cette association soutient de jeunes diplômés mais elle met aussi à leur disposition des outils pour démarrer dans la vie professionnelle. Elle collecte également des livres et des manuels scolaires. Mais sa spécialité c'est l'envoi de conteneur de 20 pieds (30m³). De par sa formation et son métier d'indépendant, Georges se charge de toutes les formalités douanières et administratives liées à l'envoi d'un conteneur au Burundi. Il faut apporter tout le matériel, livres et autre à envoyer à Eupen et l'ASBL se charge du reste (contacter le transporteur qui conduira le conteneur au port d'Anvers). Il faut juste fournir une liste détaillée de ce qui sera envoyé, afin d'éviter tout problème avec la douane. Il faut compter 250€/m³. Il nous a vivement conseillé de faire un envoi par groupage c'est-à-dire de fournir quelques m³ et de les placer dans le conteneur avec d'autres associations. Pour lui, réunir 30m³ de livres c'est quasi mission impossible et cela risque de prendre des années. Autre conseil important qu'il nous a donné : si on envoie des livres et manuels scolaires, il faut impérativement s'en tenir à cela et ne pas ajouter en dernière minute des nouveaux « articles » n'ayant rien à voir car au niveau des contrôles douaniers

c'est un véritable calvaire (codes produits). On peut bien évidemment ajouter une caisse contenant par exemple des crayons et des classeurs, ni vu ni collu mais bon, pas question de venir avec des poussettes d'enfant, des vélos et autres matériaux n'ayant rien à voir avec du matériel scolaire. Pour les vélos il nous le déconseille car ce n'est pas du tout rentable surtout s'il s'agit de vieux vélos (envoyer un vieux vélo revient entre 50 et 100€ ! à cause du rapport poids/volume qui est loin d'être avantageux, cela prend de la place pour rien). Pour envoyer des vélos neufs, il faut s'arranger pour les emballer dans des cartons pour éviter de les abîmer, enlever les pédales pour qu'ils soient le plus plats possibles et de plus les frais de dédouanement sont très souvent élevés.

Toutes les informations précises concernant les frais d'envoi des m³ sont disponibles sur simple demande en envoyant un courriel à Georges. Didier, je propose qu'on en parle et qu'on prenne contact avec lui à ta meilleure convenance.

Le lendemain, le vendredi 28 décembre, nos Président et Secrétaire ont été reçus par Manu Wauthier à Bertrix. Ce dernier, Président de l'ASBL « Bertrix Initiatives » a vécu durant des années à Ngozi au Burundi mais également à Kigali au Rwanda après les événements de 1994. L'année dernière, Bertrix Initiative a fait envoyer un conteneur de 60m³ (après quasi 10 ans de stockage de livres et autres matériels divers) via la Coopération belge au développement (dossier traité par Monsieur Tabury, la même personne qui nous a donné toutes les informations nécessaires pour l'envoi et le remboursement des frais par la DGCD). Il ne nous a pas caché que c'est un véritable parcours du combattant au niveau administratif mais que dans l'ensemble cela c'est bien passé mis à part quelques problèmes lors du dédouanement à Bujumbura. Via la coopération, on n'a pas le choix, c'est 60m³ ou rien ! Donc là il nous a aussi proposé son aide pour stocker les caisses de livres à Bertrix (il dispose d'un grand hangar mis à la disposition de l'ASBL par la commune de Bertrix) si jamais on se lance dans cette aventure mais il faudra aussi impérativement qu'on s'allie avec d'autres associations pour arriver à trouver les 60m³ ! Monsieur Wauthier a aussi proposé son aide en cas de besoin pour remplir convenablement le dossier pour la DGCD.

Il nous a communiqué les coordonnées de la société de transport « SDV Belgium » à Anvers et d'un responsable francophone, Monsieur Yves Simons, en qui il a toute confiance.

ii. ALTECH

Le jeudi 27 mars, nos Président et Vice-Président se sont rendus à Waremmme, au siège d'exploitation de la société ALTECH, Rue du Parc Industriel, n°8 à 4300 WAREMME. Ils ont été très bien reçus (à 16h) par le Directeur, Monsieur Cédric DUPONT.

Cette société, spécialisée dans le traitement de l'eau pour la rendre potable, propose 3 procédés: l'Hydropur, le Chloropur et le PAC ou Production Autonome de Chlore.

Ces trois procédés vont du plus sophistiqué au plus simple. Ces trois procédés sont très intéressants mais l'endroit où ils doivent être installés dépend des conditions de terrain (densité d'habitants, présence ou non d'un réseau de distribution, présence ou non de châteaux d'eau,...) et sont donc étroitement liés à une étude préalable de terrain.

Voici en gros les différentes caractéristiques des trois procédés

HYDROPUR	CHLOROPUR	P.A.C.
Prix d'usine: 30.000€ mais à cela il faut ajouter le prix du transport	Prix d'usine: 8.000-8.500€ Panneaux solaires	Prix d'usine: 3.000€ avec un panneau solaire et 3.500€ avec deux panneaux
Capacité: 1.000 l/heure -> valable pour 200 à 1.000 personnes (cela dépend de l'endroit où on est)	Ce système est placé en tête d'un réseau d'adduction déjà existant (au niveau de la sortie du château d'eau par exemple).	Production autonome de chlore par hydrolyse qui va donner une solution d'eau de javel pouvant atteindre une concentration de 5gr/l
La pompe est alimentée par un panneau solaire (autonomie par rapport au réseau électrique et au groupe électrogène)	Il sert surtout à assurer une bonne hygiène de stockage, en cours de distribution, lors du transport.	Avec ce procédé, on peut désinfecter de l'eau prélevée à des sources non potables en y ajoutant entre 5 et 10ml de solution d'eau de javel.
Comme il y a eu forage, cela nécessite un entretien Consommable à acheter: le sel (pour la fabrication du chlorure de sodium par électrolyse) Payer le fontainier Ces frais font que les citoyens sont mis à contribution (prix / m ³ fixé par les autorités locales et les partenaires & ONG impliqués) afin d'assurer l'autonomie	La chloration fait qu'on est assuré que l'eau reste pure après toutes ces étapes et reste propre à la consommation. Cette méthode permet de traiter entre 5 et 20-30 m ³ /heure.	Avec ce procédé, la répartition du chlore produit se fait donc en aval. Avec un bidon de 30l de solution d'eau de Javel, on peut fournir de l'eau désinfectée et potable pour 10.000 personnes.
		C'est ce type de procédé qui est utilisé en période de crise (réfugiés, séismes,...).

Cédric Dupont nous a ensuite expliqué que la société ALTECH a l'habitude de travailler avec diverses asbl, grandes et petites, qui s'occupent de projets de développement dans les pays du Sud. Elle répond également à des appels d'offres d'ONG ou d'autres sociétés privées. En fonction des projets auxquels elle participe, elle envoie un ou des experts sur le terrain pendant parfois plusieurs mois (par exemple, en mai, un des leurs va partir au Rwanda jusqu'à la fin de l'année).

Elle est aussi sollicitée par des tiers dont des asbl, pour la réalisation et le montage de dossiers de financement de projets. Elle a une grande expérience dans ce domaine.

Son approche et sa conception de l'aide au développement est très similaire à la nôtre. Nous avons échangé nos points de vue et présenté notre asbl et les diverses visites que nous avons faites sur le terrain.

En conclusion de cette réunion, Cédric Dupont nous a vivement encouragés à leur fournir des données issues des différents projets que nous récoltons sur le terrain. De la sorte, ils pourront nous aider, grâce à leur expérience et à leur savoir-faire dans le domaine de l'eau, à monter les dossiers qu'il faut créer et remplir pour répondre aux appels à projet pour recevoir des financements.

Monsieur Dupont a même évoqué le fond Amélie et Elisabeth de la Fondation Roi Baudouin et il nous a expliqué qu'ils ont déjà monté des dossiers en collaboration avec des petites asbl et ils qu'ils ont obtenu les financements. Par contre ils ont déjà dû faire face à des refus, mais bon, on ne peut pas gagner à tous les coups.

Il y a aussi des possibilités de faire financer des études par l'AWEX, l'Agence Wallonne pour l'Exportation. Il a cité les exemples de la RDC et du Nicaragua. Pour que cette option via l'AWEX puisse fonctionner, il est cependant impératif que les demandes émanent du terrain (les partenaires de terrain sont très importants) et qu'elles soient appuyées par les pouvoirs locaux en présences. Le Ministère de l'Hydraulique, de l'énergie et des Mines est donc de la plus grande importance pour nous. Les financements de l'AWEX permettent de couvrir les 400€/jour que ALTECH demande pour ses expertises de terrain.

Il y a les appels à projets de la WBI (Wallonie Bruxelles International), de la Fondation Roi Baudouin et les OSIM. Au Burundi, il y a aussi moyen de répondre à des appels issus de l'OMS et de l'UNICEF par exemple. C'est justement via l'UNICEF que dans les années 90 ALTECH a participé à un petit projet avec une station Hydropur.

Dès que ces données seront en notre possession, nous pourrons créer un premier petit dossier que nous communiquerons à ALTECH et c'est à partir de là qu'ils prendront le relais pour monter un dossier en béton. Bref, la seule chose dont ils ont besoin ce sont des données de base (sorte d'étude préliminaire).

iii. PROTOS Belgium

Le mardi 25 septembre, nos Président et Vice-Président se sont rendus à Gent, dans les bureaux de PROTOS. La prise de contact avait été effectuée il y a plusieurs mois mais la personne responsable pour le Burundi, Madame Katrien VAN HOOYDONK, était en congé de maternité c'est pour cette raison que le rendez-vous est venu si tard.

Nous avons pu présenter notre association. PROTOS a fait de même (voir PDF).

Madame VAN HOOYDONK semblait vraiment intéressée pour collaborer ensemble dans un futur plus ou moins proche. Nous avons des atouts pour eux, à savoir des experts en eau et assainissement tel Casimir HARERIMANA. Si nous pouvons leur fournir un dossier sur nos objectifs à Bubanza, ils sont prêts nous aider.

Leurs approches de terrain sont clairement identiques aux nôtres à savoir l'implication maximale des populations locales. Il faut cibler une zone bien précise (après avoir constaté qu'il n'y a pas de redondance à quelques kilomètres de là et de s'être assuré de ne pas concurrencer une autres ONG dans le coin), impliquer les autorités communales (maire et adjoints) et faire comprendre aux populations - qui bénéficieront des points d'eau - qu'elles doivent s'investir au maximum pour assurer la pérennité des ouvrages réalisés par eux mais avec notre soutien, nos conseils et notre aide.

Nous allons donc garder et entretenir les contacts avec Katrien VAN HOOYDONK et PROTOS en général. Elle nous fera aussi savoir lorsqu'elle sera sur le terrain afin de pouvoir rencontrer nos membres locaux. Si PROTOS se lance dans un nouveau projet par exemple, elle nous tiendra aussi au courant afin de voir si, d'une manière ou d'une autre, notre bureau pourra y être associé et/ou impliqué.

Bref, cette visite a été très prometteuse, à nous de faire en sorte que nous puissions aller plus loin.

Dans l'immédiat, il faut donc essayer de finaliser au plus vite le dossier sur Bubanza car si on a un dossier solide qui aura été revu et corrigé par PROTOS et ALTECH, on pourrait le déposer à la Fondation Roi Baudouin en mars ou avril 2013.

iv. Return2Care

Le jeudi 27 septembre, suite à une première prise de contact entre le Docteur Paul DE MUNCK et James MUGISHA, une petite réunion d'information et de prise de contacts a été organisée entre la Fondation « Return 2 Care » et l'AISBL « B.U.R.U.N.D.I. » au CHU de Liège (Campus du Sart-Tilman).

Présents : les Docteurs Paul DE MUNCK, Carter NDAYISABA, Constantin NYAMUZANGURA et Martin, ainsi que James MUGISHA et Jean VAN ONACKER pour B.U.R.U.N.D.I. AISBL.

Sur proposition du Docteur DE MUNCK, James MUGISHA et Jean VAN ONACKER se sont présentés et ont expliqué brièvement à leurs hôtes l'origine de leur AISBL et les domaines dans lesquels elle est active sur le terrain. Quelques mots sur la « mission fistules 2012 » du début d'année ont également été placés.

Le Docteur DE MUNCK nous présente brièvement les trois jeunes médecins burundais (tous les trois issus du CHU de Kamenge à Bujumbura) qui suivent actuellement une formation spécialisée en Belgique.

Le Docteur Martin s'occupe de médecine interne, générale et des maladies infectieuses. Il entame sa deuxième année en Belgique.

Le Docteur NDAYISABA est quant à lui spécialisé en anesthésie/réanimation et c'est également sa deuxième année au CHU de Liège.

Le Docteur NYAMUZANGURA est axé sur la médecine cardio-vasculaire, et comme ses deux compatriotes, il est lui aussi en deuxième année.

Le Docteur DE MUNCK se présente à son tour : il est médecin généraliste de formation, il a travaillé dans le domaine de la Santé Publique en Afrique en tant que coopérant à la Coopération belge au Développement au Burundi durant plusieurs années. C'est également lui qui est le Secrétaire Général de la Fondation « Return2Care ».

La Fondation « Return2Care »

Cette jeune Fondation Interuniversitaire (octobre 2011), est dirigée par un Conseil d'Administration, possède un Comité Technique et Scientifique et un Comité de Soutien est en cours de création (qui sera chargé de trouver des sponsors, des donateurs,...). Elle implique l'ULB, l'UCL et l'ULg.

Leur objectif premier c'est de faire en sorte que les jeunes médecins venus en Europe (dans notre cas en Belgique) pour se spécialiser et parfaire leur cursus académique retournent dans leur pays respectifs. Cela permet entre-autre :

- De diminuer le déficit en médecins traitants dans les pays du Sud ;
- D'améliorer les soins de santé grâce à leur expérience et aux techniques apprises lors de leurs stages ;
- D'accroître leur implication au sein des différents hôpitaux locaux ;
- Améliorer les conditions de vie des populations locales ;
- De développer le bien-être tant des patients que des médecins eux-mêmes ;
- De mettre en place un réseau professionnel d'entre-aide pour faciliter la « réinsertion » de ces jeunes médecins.

Les besoins actuels sont énormes, c'est pourquoi il est crucial de bien cibler pour voir qui est preneur et prêt à s'investir pour aller plus loin.

Le Docteur DE MUNCK parle brièvement des accords « PIC » (accords bilatéraux de gouvernement à gouvernement) dans le secteur de la Santé, considéré comme étant un secteur prioritaire pour la Coopération belge au développement. Il y a une possibilité de créer des sortes de points focaux pour telles ou telles spécialités.

Après ce petit topo, les trois jeunes médecins ont présenté à tour de rôle leur projet et leurs demandes pour essayer de les faire aboutir.

Le Docteur NYAMUZANGURA nous expose ses inquiétudes envers les conditions de travail qui l'attendent lors de son retour au pays. Le matériel est obsolète, abîmé, hors d'usage ou tout simplement inexistant. A cela il faut ajouter la pauvreté globale dans laquelle les gens vivent et pour compléter le tout, il n'y a absolument aucune attractivité salariale. Bref, tout cela mis ensemble provoque un climat et un contexte de travail qui nuisent à l'épanouissement des médecins.

Pour tenter de pallier ce problème, son idée serait de créer une sorte de cellule d'action pour appuyer le développement et l'amélioration des conditions quotidiennes de travail des médecins. Il n'est plus à démontrer qu'un environnement de travail adéquat augmente de manière significative les prestations et par la même la qualité des soins dispensés aux patients qui dès lors se trouveront eux-mêmes dans de meilleures conditions de vie. Il faut bien être conscient que les problèmes de santé publique doivent être considérés comme prioritaires.

Il y a deux volets principaux pour aborder les problèmes cardio-vasculaires : le volet éducation/formation et le volet purement technique. Les maladies chroniques coûtent cher, très cher. Ce n'est pas possible à long terme de gérer ce type de maladie pour la grande majorité des gens. L'idée serait alors de développer un système de prévention efficace parallèlement à un système de sécurité sociale (type mutuelle) pour soutenir financièrement les personnes souffrant de maladies chroniques.

Le Docteur NDAYISABA est quant à lui conscient du manque crucial de moyens mis à la disposition des médecins au Burundi. Cela crée une sorte de frustration. Dès lors comment faire pour améliorer les conditions de vie des familles. Seul un projet d'avenir durable pour y parvenir. Mais tout projet a besoin de financements et de contacts. Sa première idée abordait le problème de la gestion de la douleur (prise en charge durant l'opération mais aussi en phase post-opératoire). Carter nous a expliqué que, bien que fort intéressant, cette approche n'était pas du tout considérée comme prioritaire par la direction du CHU de Kamenge et les autorités compétentes.

Le principal problème du CHU de Kamenge c'est la vétusté des appareils médicaux (plus aux normes, peu ou pas entretenus) ce qui a une répercussion directe sur le taux de mortalité qui augmente de manière inquiétante. Il y a donc un besoin urgent de matériel de qualité (par exemple, il n'y a pas un seul respirateur dans tout le CHU de Kamenge ! ce qui est une véritable catastrophe quand on connaît le nombre de polytraumatisés qui y afflue). L'objectif du Docteur Carter est donc d'obtenir le minimum de matériel vital et ce, en proposant un projet composé de modules indépendants les uns des autres. Il insiste aussi sur le fait qu'il est impératif de mettre les responsables du CHU de Kamenge devant le fait accompli. Il faut les impliquer afin d'assurer une certaine pérennité au projet.

Le Docteur Martin souligne le problème de l'embauche au pays. Il y a un réel problème à ce niveau-là. Mais, sa préoccupation est de trouver comment mieux gérer la prescription des médicaments dans

la lutte contre les maladies infectieuses. Il cite l'exemple du diabète et de l'hypertension qui deviennent de véritables fléaux en Afrique. L'exode rural n'est pas étranger à ce phénomène. Il suffit de voir sur le terrain la proportion de personnes corpulentes en ville par rapport à l'intérieur des terres. Ce qui est le plus problématique dans le cas du diabète, c'est le moyen, pour les patients souffrant de cette pathologie, de se procurer l'insuline nécessaire à tout traitement de base.

v. Ambassades

1. Burundi

Le jeudi 25 octobre à 15h, notre Vice-Président a été reçu par l'Ambassadeur du Burundi à l'ambassade située à Bruxelles. Il s'y est rendu en compagnie de Paul de Munck de la fondation Return2Care afin d'exposer leur vision quant aux conditions de retour des jeunes médecins burundais formés en Belgique.

2. Rwanda

Le mercredi 31 octobre, notre Vice-Président et Paul de Munck ont été reçus par l'Ambassadeur du Rwanda à Bruxelles. Tout comme ils l'avaient fait avec l'Ambassadeur du Burundi, ils ont exposé les projets, les buts et actions menées et à mener.

vi. Divers

Les mercredi 24 et jeudi 25 octobre, notre Vice-Président s'y étant inscrit au préalable, a participé à la conférence internationale AidEx au Heysel. Il a eu l'occasion de prendre pas mal de documents et renseignements relatifs à l'adduction d'eau potable. Nous avons de la sorte pu compléter notre base de données de contacts potentiels pour le futur.

Le jeudi 29 novembre, la Coopération Technique Belge organisait une conférence dans les locaux de « Tours et Taxi » à Bruxelles sur le développement dans les pays du Sud.

Le mercredi 5 décembre, notre Vice-Président a été reçu par le chef de cabinet du bourgmestre de la commune de Schaerbeek. Il a pu parler et échanger des idées sur le Burundi et surtout aborder la question du jumelage entre écoles. Nous pouvons toujours le contacter par la suite, il serait prêt à nous aider dans ces démarches-là.

Le jeudi 6 décembre, nouvelle participation de notre Vice-Président à une réunion organisée par la Coopération Technique Belge au sein de ses locaux cette fois-ci. Notre Vice-Président a pu y rencontrer le directeur général, Carl Michiels, avec qui il a eu l'occasion d'échanger quelques idées. Ce dernier lui a laissé ses coordonnées et il a demandé que nous le contactions lorsque nous aurons des projets concrets, prêts à être réalisés.

Le mercredi 12 décembre, participation de nos Président et Vice-Président à une soirée-débat organisée par le MR de Koekelberg (rencontre avec Didier REYNDERS, Ministre des Affaires Etrangères et Vincent DE WOLF, bourgmestre d'Etterbeek).

V. Participations

a. EDUAF Belgique

Le samedi 24 novembre, notre Président, accompagné de notre Secrétaire et d'un membre effectif se sont rendus à un repas de soutien organisé par l'ASBL « **EDUAF** » (<http://www.eduaf.org/>). Ils ont pu y rencontrer les fondateurs, la famille BINDARIYE Nelson – NTAHORUTABA Mélanie. De très bons échanges ont été faits et un contact concret a été établi. Habitant au Luxembourg, une visite chez eux sera planifiée dans les mois à venir. Le Secrétaire se chargera de cela étant donné qu'il habite à quelques kilomètres.

Burundi, Une Réalité Utile, Naturelle, Durable et Innovante AISBL

B.U.R.U.N.D.I. (n° entreprise 0831.164.690)
Rue Lodewijk Van Boeckel, 13/6
B-1140 EVERE (Bruxelles)

Tél. : +32(0)494.32.97.01

Fax: +32(0)70.42.20.19

E-mail : burundi.aisbl@burundi-aisbl.org

Notre site : www.burundi-aisbl.org

Argenta: **IBAN:** BE78 9730 0336 1486 **BIC:** ARSP BE 22

